



Annexe Indépendant

Entité C&A : C&A France

Date de création – Créé par	2018/04 – Equipe RGPD
Date d'analyse – Analysé par	
Version actuelle	0.5
Degré de confidentialité	Externe
Date de prochaine analyse	2019



Sommaire

1	Dispositions générales.....	3
2	Catégories de données et fondement légal	4
3	Décisions automatisées	9
4	Destinataires de Données	9
5	Transferts internationaux de données en dehors de l'EEE.....	10
6	Périodes de conservation.....	10

Je suis un (ancien) Indépendant

1 Dispositions générales

Nous traitons vos données en respectant les dispositions du Règlement (européen) Général sur la Protection des Données, ainsi que toute autre loi nationale concernant la protection des données.

Etant la société en relations contractuelles avec vous, nous avons besoin de conserver et de traiter les informations qui vous concernent dans le cadre habituel de telles relations. Les informations que nous détiendrons et traiterons ne seront utilisées qu'à des fins de gestion et d'administration. Nous les conserverons et les utiliserons pour nous permettre de gérer notre relation commerciale avec vous efficacement, légalement, et de la façon la plus appropriée qui soit, tant depuis le début des relations avec notre société, que tout le temps qu'elles dureront, et au moment où votre contrat prendra fin.

Dans le cadre de vos relations contractuelles, vous devez fournir les informations vous concernant nécessaires pour établir, mener à bien et mettre fin à ces relations, ainsi que pour exécuter les obligations contractuelles qui y sont liées, ou bien que nous serions de par la loi obligés de recueillir. Sans ces informations, nous ne serions pas en mesure d'exécuter le contrat passé avec vous.

Sont visées les informations qui nous permettent d'exécuter le contrat, de répondre à toute obligation légale, de poursuivre les intérêts légitimes de notre société et de nous protéger juridiquement en cas d'une procédure quelconque. Si vous ne nous transmettez pas ces données, nous pourrions être dans l'incapacité, dans certains cas, de nous conformer à nos obligations, ce dont nous ne manquerons pas de vous informer. En tant qu'entreprise poursuivant des activités de vente au détail, nous pouvons avoir besoin à l'occasion de traiter vos données pour la réalisation de nos activités commerciales légitimes, par exemple dans des buts de gestion administrative.

Comme règle de base, C&A ne collectera vos données que si nous les avons reçues directement de vous pendant notre contrat.

Nous ne traiterons jamais vos données sur la base de nos intérêts légitimes quand ces intérêts sont moins importants que les vôtres propres. Une grande partie de l'information que nous détenons a été fournie par vous, mais une autre partie peut provenir de sources internes à notre société ainsi que, dans certains cas, de sources externes, comme tout tiers qui pourrait être contacté pour donner une recommandation à votre égard.

Naturellement, vous serez inévitablement mentionné dans de nombreux documents et dossiers de l'entreprise qui sont produits par vous et vos collègues dans le cadre de l'exercice de vos fonctions et des activités de l'entreprise.

Quand nous traitons certaines données sensibles, nous recueillerons toujours votre consentement explicite et préalable, sauf si ce n'est pas exigé légalement ou si l'information est nécessaire pour protéger votre santé en cas d'urgence. Lorsque nous recueillons des données fondées sur votre consentement, vous avez le droit de retirer ledit consentement à tout moment.

Dans les autres hypothèses que celles mentionnées ci-dessous, nous ne transmettrons d'informations vous concernant à des tiers que si nous y sommes légalement tenus ou si nous devons le faire en application de nos obligations contractuelles avec vous ; par exemple, nous pourrions avoir besoin de transférer certaines informations à nos prestataires externes. Nous pourrions transmettre des informations vous concernant à d'autres groupes de sociétés à des fins liées à votre contrat ou bien dans le cours habituel de nos affaires. Dans des circonstances limitées et nécessaires, cette

information pourrait être transférée en dehors de l'EEE ou à une organisation internationale afin de nous conformer à nos obligations légales ou contractuelles.

2 Catégories de données et fondement légal

Données concernant la gestion de l'offre effectuée et du contrat, état du contrat, fin du contrat, rémunération	Le contrat lui-même (Art. 6 (1) (b) RGPD)
Services juridiques liés à la relation contractuelle	Ce traitement est fondé sur notre intérêt légitime ou celui de tiers (par exemple les autorités publiques), à moins que ne prévalent vos intérêts ou vos droits et libertés fondamentales (Art. 6 (1) (f) RGPD).
Fonction, position hiérarchique et données de contact pour la communication interne incluant, mais sans s'y limiter, le nom, la fonction, la position hiérarchique / les organigrammes, l'adresse, le code postal, le lieu de résidence, le numéro de téléphone et l'adresse e-mail, quand ceci est applicable aux Indépendants	Dans le but de protéger notre intérêt légitime ou celui de tiers (par exemple les autorités publiques), à moins que ne prévalent vos intérêts ou vos droits et libertés fondamentales (Art. 6 (1) (f) RGPD). Les fins légitimes poursuivies par la société sont de mener ses activités et de gérer sa communication de manière efficace, légale et appropriée.
Données de base concernant les paiements, gestion des voyages d'affaires, remboursement des frais, requêtes internes, reporting interne, incluant nom, sexe et photo, identifiants personnels, coordonnées bancaires, données concernant l'utilisation des installations de l'entreprise (contrôle des entrées, parking, cantine, clés, matériel de bureau), s'il y a lieu, pour les Indépendants	Le contrat lui-même (Art. 6 (1) (b) RGPD) Dans le but de protéger notre intérêt légitime ou celui de tiers (par exemple les autorités publiques), à moins que ne prévalent vos intérêts ou vos droits et libertés fondamentales (Art. 6 (1) (f) RGPD). Les fins légitimes poursuivies par la société sont de mener ses activités et de gérer sa communication de manière efficace, légale et appropriée.
Données de communication (e-mail / calendrier / tâches / messenger/internet/ usage du téléphone) pour la gestion de la communication, quand applicable aux Indépendants	Dans le but de protéger notre intérêt légitime ou celui de tiers (par exemple les autorités publiques), à moins que ne prévalent vos intérêts ou vos droits et libertés fondamentales (Art. 6 (1) (f) RGPD). Les fins légitimes poursuivies par la société sont de mener ses activités et

	de gérer sa communication de manière efficace, légale et appropriée.
Autres données informatiques (droits d'accès réseaux et applications, gestion des licences, surveillance de la sécurité) pour la gestion des systèmes informatiques, dans le cas où ceci est applicables aux Indépendants	<p>Dans le but de protéger notre intérêt légitime ou celui de tiers (par exemple les autorités publiques), à moins que ne prévalent vos intérêts ou vos droits et libertés fondamentales (Art. 6 (1) (f) RGPD).</p> <p>Les fins légitimes poursuivies par la société sont d'assurer sa sécurité, sa conformité et un usage approprié des systèmes (par exemple, le contrôle et la surveillance de l'application informatique client).</p>
Données de video-surveillance dans un but de sécurité	<p>Certains établissements peuvent utiliser des systèmes de vidéo-surveillance.</p> <p>Les buts principaux d'un tel système sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévention et enquête en cas de vol / fraude - sécurité des employés - sécurité des clients - collecte de preuve pour des procédures pénales - enquêtes internes en cas de fraude - sécurité de l'établissement <p>Ce traitement est fondé sur notre intérêt légitime ou celui de tiers (par exemple les autorités publiques), à moins que ne prévalent vos intérêts ou vos droits et libertés fondamentales (Art. 6 (1) (f) RGPD).</p>

Caractéristiques du système de video-surveillance

Système vidéo	Type de données	But	Fondement légal	Accès	Durée de stockage
Caméras avec enregistrement numérique	Numérique avec stockage	Sécurité des locaux	Intérêt légitime	Ecrans	Le délai de conservation varie selon les

Système vidéo	Type de données	But	Fondement légal	Accès	Durée de stockage
positionnées sur les lieux de vente		<p>Sécurité des personnes</p> <p>Sécurité des biens (lutte contre le vol et la dégradation des biens)</p>		<p>Equipe de sécurité</p> <p>Ou encadrement magasin</p>	sites concernés sans pouvoir dépasser 30 jours
Caméras avec enregistrement numérique, zoom et contrôle à distance positionnées sur les lieux de vente	Numérique avec stockage	<p>Prévention et enquête en matière de vol / fraude</p> <p>Sécurité des salariés</p> <p>Securité des clients</p> <p>Recherche de preuves pour des procédures pénales</p> <p>Enquêtes internes en cas de fraude</p> <p>Sécurité de l'établissement</p>	Intérêt légitime	Ecrans Equipes de sécurité	Le délai de conservation varie selon les sites concernés sans pouvoir dépasser 30 jours
Caméras fixes sur les lieux de vente	Numérique avec stockage	<p>Prévention du vol / fraude</p> <p>Sécurité des salariés</p> <p>Sécurité des clients</p> <p>Sécurité de l'établissement</p>	Intérêt légitime	Bureau Manager ou équipe sécurité	Le délai de conservation varie selon les sites concernés sans pouvoir dépasser 30 jours
Caisses Caméras à l'entrée	Numérique avec stockage	<p>Prevention et enquête en matière de vol/ fraude</p> <p>Sécurité des salariés</p>	Intérêt légitime	Ecrans Bureau manager ou PC sécurité	Le délai de conservation varie selon les sites concernés sans pouvoir dépasser 30 jours

Système vidéo	Type de données	But	Fondement légal	Accès	Durée de stockage
		<p>Sécurité des clients</p> <p>Recherche de preuves pour des procédures pénales</p> <p>Enquêtes internes en cas de fraude</p> <p>Sécurité de l'établissement</p>			
Sonnette de la porte d'entrée (activée par les visiteurs)	Analogique sans stockage	<p>Prevention du vol / fraude</p> <p>Sécurité des salariés</p>	Intérêt légitime	Ecrans internes (salariés)	Pas de stockage
Caméras aux entrées du personnel	Numérique avec stockage	<p>Prévention et enquête en matière de vol / fraude</p> <p>Sécurité des salariés</p> <p>Securité des clients</p> <p>Recherche de preuves pour des procédures pénales</p> <p>Enquêtes internes en cas de fraude</p> <p>Sécurité de l'établissement</p>	Intérêt légitime	Ecran ou Pc sécurité Ou encadrement magasin	Le délai de conservation varie selon les sites concernés sans pouvoir dépasser 30 jours
Cameras positionnées dans les zones de chargement	Numérique avec stockage	<p>Sécurité des salariés</p> <p>Prévention et enquête en matière de vol / fraude</p>	Intérêt légitime	Ecran Pc sécurité Ou encadrement magasin	Le délai de conservation varie selon les sites concernés sans pouvoir dépasser 30 jours

Système vidéo	Type de données	But	Fondement légal	Accès	Durée de stockage
		Sécurité des clients Recherche de preuves pour des procédures pénales Enquêtes internes en cas de fraude Sécurité de l'établissement			
DC Site Caméras dans les entrées avec une autorisation d'enregistrer	Numérique avec stockage	Prévention et enquête en matière de vol / fraude Sécurité des salariés Sécurité des clients Recherche de preuves pour des procédures pénales Enquêtes internes en cas de fraude Sécurité de l'établissement	Intérêt légitime	Ecran Pc sécurité	Le délai de conservation ne peut dépasser 30 jours
Enregistrement vidéo HQ dans le hall d'entrée, entrées et dans les parkings	Numérique avec stockage	Prévention et enquête en matière de vol / fraude Sécurité des salariés Sécurité des clients Recherche de preuves pour	Intérêt légitime	Ecran bureau du Risk Manager	Le délai de conservation ne peut dépasser 30 jours

Système vidéo	Type de données	But	Fondement légal	Accès	Durée de stockage
		des procédures pénales Enquêtes internes en cas de fraude Sécurité de l'établissement			

3 Décisions Automatisées

C&A ne recoure pas à un processus de décisions automatisées, y compris en matière de profilage, dans son système de gestion des Indépendants.

4 Destinataires de données

Au sein de notre société, nous ne transmettons vos données personnelles qu'aux personnes et services qui en ont besoin (exemple : départements particuliers) et nous ne leur transmettons que les données nécessaires à l'accomplissement de leurs obligations légales et contractuelles.

Au sein de notre Groupe de sociétés, vos données sont transmises aux entités qui centralisent le traitement des données pour l'ensemble du Groupe (par exemple les paiements, l'informatique, etc.).

En outre, afin de remplir nos obligations légales et contractuelles, nous utilisons différents services (« service clients » extérieur, systèmes de paiement externes, etc.), et même des fournisseurs situés dans le cloud. Nos relations avec eux sont fondées sur des contrats de sous-traitance respectant les dispositions du RGPD.

Nous pourrions être amenés à transférer vos informations personnelles à d'autres destinataires en dehors de notre société dans la mesure nécessaire à l'exécution des obligations légales et contractuelles qui pèsent en vertu du contrat que nous avons passé ensemble, et par exemple :

Autorités publiques (organismes de retraites, établissements de santé et autres institutions d'assurance sociale / fonds de pension professionnels, autorités fiscales, tribunaux, avocats externes)
Banques, assurances, auditeurs commerciaux externes, consultants
Gestion des tiers débiteurs

5 Transfert international de données en dehors de l'UE

C&A peut transférer des données concernant ses employés au sein de l'UE et/ou de la Suisse, car C&A fait partie du Groupe COFRA établi à Zug, en Suisse.

Le transfert au sein de l'EEE ainsi qu'à destination ou en provenance de Suisse est admis, du fait de nos standards élevés de protection des données (comme décrit ci-dessous).

Il y a cependant des cas dans lesquels les données peuvent être transférées en dehors de l'UE et/ou de la Suisse. Par exemple : si vos données sont conservées dans un système informatique hébergé par un tiers de confiance, et que ce dernier est situé dans un autre pays comme les Etats-Unis, vos données pourraient être transférées dans ce pays dans le but de permettre aux partenaires de confiance de C&A de nous (et vous) fournir leurs (centre d'assistance) services.

Dans les hypothèses où C&A aurait besoin de transférer vos données en dehors de l'UE, elle prendra toutes les mesures appropriées afin de garantir à vos données une protection en accord avec les standards les plus élevés fixés par la législation de l'UE, et elle vous en informera directement.

Dans la mesure où des solutions techniques sont utilisées pour traiter vos données personnelles, le stockage aura lieu au sein de l'Union européenne. Si les solutions techniques fournies par nos partenaires logiciels sont gérées par des entités situées en dehors de l'Union européenne, des clauses types UE pour la Protection des Données ou « Privacy Shield » seront convenues pour garantir un niveau de protection des données adéquat.

6 Périodes de conservation

Nous supprimerons vos informations personnelles dès qu'elles ne seront plus nécessaires aux fins décrites ci-dessus. Après la fin de votre contrat, vos données personnelles seront conservées tant que nous sommes légalement tenus de le faire. Cette durée sera en lien avec les obligations légales qui s'appliquent en matière de preuve et de conservation de documents, qui sont notamment fixées par le code civil, le code de procédure civile, le code de commerce et le code des impôts. Les périodes de conservation peuvent aller jusqu'à 10 ans. En outre, les données personnelles peuvent être conservées pendant la période au cours de laquelle des réclamations peuvent être formulées contre nous (délai de prescription légal de trois, cinq, 10 ou trente ans, selon les cas).

Pour les périodes de conservation en matière de vidéo-surveillance vidéo, il convient de se reporter à la section concernée ci-dessus.